

Une politique trop jacobine pour réussir

Par
Michel Godet.
Économiste
et professeur
au Conservatoire
national des arts
et métiers.



Thierry Boulet

Avec sa conversion à la politique de l'offre, qui a fait ses preuves en Europe depuis Blair et Schröder, François Hollande se déclare « **social-démocrate, réformiste et surtout patriote** ». Il montre ainsi que la meilleure défense, c'est l'attaque. Ses adversaires ne l'attendaient pas là. Ses amis n'ont pas d'autre choix que de le suivre à quelques mois d'élections importantes.

Le Président reprend la main en annonçant qu'il ne s'agit plus d'augmen-

ter les impôts (à terme, il envisage même les réduire) mais de baisser le coût du travail qui pèse sur la compétitivité des entreprises. Il a compris que, dans un pays vieillissant, la croissance ne viendrait pas de la demande intérieure. L'avoir soutenue artificiellement depuis trente ans, à grands renforts de déficits publics, n'a fait que creuser la dette et les déficits.

Il faut créer de la richesse avant de la distribuer : la croissance ne peut venir que de l'exportation qui représente la moitié du Produit intérieur brut allemand contre le quart seulement chez nous. Mais voilà : pour exporter, il faut être compétitif et innovant. Et pour cela, il faut investir. Comment y parvenir quand les bénéficiaires de nos entreprises sont en queue de peloton européen ?

Le Président propose de ne plus faire payer les cotisations familiales aux entreprises. Pour financer cette augmentation de dépenses publiques d'environ 30 milliards d'euros, il indique vouloir faire des économies et abroger le fameux CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) qui représentait sur le papier un coût pour l'État de 20 milliards. Ceci est d'autant plus facile que le cadeau supplémentaire

après impôts aux entreprises de la nouvelle mesure ne serait que de 5 milliards. Du même coup, il se sort du CICE, un dispositif mort-né, auquel les PME avaient du mal à adhérer et qui était source de tracasserie administrative quand l'heure est à la simplification.

La manœuvre est habile. Beaucoup de flou subsiste néanmoins dans ce changement de cap. Les 50 milliards de réduction des dépenses publiques annoncés pour 2017 devaient, selon les engagements de la France à Bruxelles, ramener le déficit public de 4 % à 1,2 %. Ne vend-on pas deux fois la peau de l'ours que l'on n'a pas tué ? Comment réaliser ces économies sans réduire le nombre de fonctionnaires, notamment territoriaux ?

« La France ne se relèvera que par le bas : l'expérimentation locale »

Comment réduire le nombre de régions si tous les présidents actuels, majoritairement socialistes, ne le veulent pas ?

Comment parvenir à ces mutations profondes en créant de nouvelles structures au moment où l'on veut simplifier l'organisation administrative ? C'est bien la principale faiblesse de la politique de l'offre de Hollande. Elle reste d'inspiration jacobine, jouant sur les commandes centralisées de l'administration et des partenaires sociaux. Ces élites jacobines ont échoué, faute de compétence et de bonne gouvernance. Notre Président n'a pas compris que la France d'en haut est coupée des réalités et ne se relèvera que par le bas en s'appuyant sur la force girondine des expérimentations locales et régionales.

Libérez l'emploi pour sauver les retraites,
336 pages, 22 €, aux
éditions Odile Jacob.

